

# Contrat d'engagement jeune (CEJ)

## Données

Données brutes, provisoires

## Sources

Sources : France Travail et Système d'information des missions locales (I-Milo) - Traitements : Dares

## Définition

Précédant le Contrat d'engagement jeune, la **Garantie jeunes** a été mise en place par les missions locales sous forme expérimentale en octobre 2013. Droit ouvert aux **jeunes de 16 à 25 ans, en situation de précarité financière, ni en étude, ni en emploi, ni en formation (NEET)**, elle combinait un **accompagnement collectif renforcé, des mises en situation de travail et une garantie de ressources**. L'accompagnement se déroulait sur une période de 12 mois renouvelable par tranche de 6 mois.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, le dispositif a été généralisé à l'ensemble du territoire national suite à la loi du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels. La Garantie jeunes est alors devenue un droit pour tous les jeunes remplissant les critères d'éligibilité et constituait une modalité spécifique, particulièrement intensive, du Pacea (Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi).

---

Le 1<sup>er</sup> mars 2022, la **Garantie jeunes (GJ) a été remplacée par le Contrat d'engagement jeune (CEJ)** mis en œuvre par France Travail ou les missions locales ; du côté de France Travail, une partie du public de l'Accompagnement individualisé des jeunes (AIJ) est également désormais orientée vers ce dispositif depuis cette date. Le CEJ est destiné aux jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont pas étudiants, ne suivent pas de formation et présentent des difficultés d'accès à l'emploi durable. Le parcours est prévu pour durer de 6 à 12 mois. Le bénéficiaire peut toutefois quitter le dispositif de façon anticipée ou au contraire le prolonger jusqu'à 18 mois maximum.

Les jeunes en dispositif sont suivis par un conseiller dédié. L'accompagnement prend la forme d'un programme intensif de 15-20 heures par semaine avec une mise en activité régulière (stages, activités collectives, immersions, etc.).

Selon leurs ressources et sous condition de respecter leurs engagements, les jeunes peuvent percevoir une allocation mensuelle pouvant aller jusqu'à 520 euros.

## CONTRAT D'ENGAGEMENT JEUNE (CEJ)

Mise à jour : 30 avril 2026

### Nombre d'entrées\* en Contrat d'engagement jeune

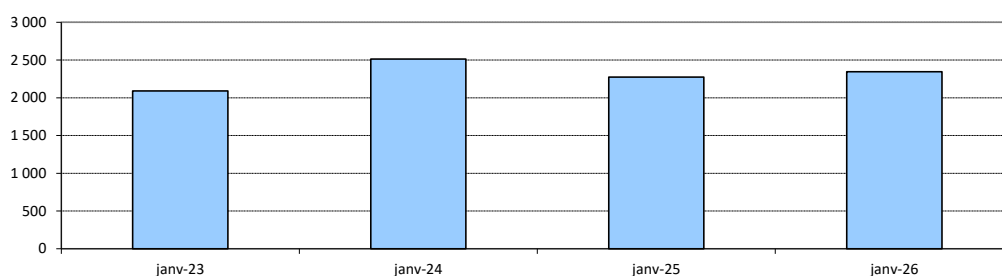
	Nombre d'entrées en janvier 2026		
	Ensemble	En mission locale	A France Travail
Alpes-de-Haute-Provence	37	15	22
Hautes-Alpes	41	22	19
Alpes-Maritimes	443	300	143
Bouches-du-Rhône	870	501	369
Var	540	338	202
Vaucluse	414	281	133
<b>Provence-Alpes-Côte d'Azur</b>	<b>2 345</b>	<b>1 457</b>	<b>888</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>27 122</b>	<b>19 116</b>	<b>8 006</b>

\*Entrées = 1ères entrées

Note : données brutes, provisoires

Sources : France Travail et Système d'information des missions locales (I-Milo) - Traitements : Dares

### Evolution du nombre d'entrées\* en Contrat d'engagement jeune en Paca



\*Entrées = 1ères entrées

Note : Données brutes, provisoires

Source : France Travail et Système d'information des missions locales (I-Milo) - Traitements : Dares

### Nombre de bénéficiaires\* de Contrat d'engagement jeune à fin janvier 2026

	Stock* (en nombre)			Variation sur un an (en %)
	Ensemble	En mission locale	A France Travail	
Alpes-de-Haute-Provence	200	109	91	+5,3
Hautes-Alpes	305	235	70	+17,8
Alpes-Maritimes	1 947	1 423	524	+3,0
Bouches-du-Rhône	4 114	2 795	1 319	-10,4
Var	2 765	2 095	670	+11,4
Vaucluse	2 002	1 553	449	+15,7
<b>Provence-Alpes-Côte d'Azur</b>	<b>11 333</b>	<b>8 210</b>	<b>3 123</b>	<b>+1,7</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>149 016</b>	<b>108 718</b>	<b>40 298</b>	<b>+2,0</b>

\*Entrées = 1ères entrées

Note : données brutes, provisoires

Sources : France Travail et Système d'information des missions locales (I-Milo) - Traitements : Dares